

La violence sur les réserves mohawks

Chevrette propose une enquête publique et le désarmement

QUÉBEC (NG) — Il n'y a que deux moyens de mettre fin aux actes de violence qui se multiplient dans les réserves mohawks : le désarmement et une enquête publique, selon M. Guy Chevrette.

Il y a 80 % des armes qu'on a relevées l'été dernier qui se trouvent encore sur la réserve, selon la police, de dire le leader parlementaire de l'opposition officielle.

Le porte-parole de l'opposition officielle commentait, hier, les incidents survenus à Kahnawake et à Akwesasne, en fin de semaine.

À Kahnawake, un jeune homme, Tommy Gravito, a reçu des plombs au fessier lorsque des Mohawks auraient ouvert le feu sur la voiture dans laquelle il se trouvait en compagnie de trois autres jeunes gens.

À Akwesasne, les autochtones de l'endroit ont menacé de bloquer le pont frontalier entre le Canada et les E.-U. pour protester contre les contrôles policiers dont ils sont l'objet.

Selon M. Chevrette, le refus du ministre Claude Ryan de voir la réalité risque « de nous mener loin encore une fois » de même que son attitude, que ce soit face à la langue ou face au problème amérindien, de s'imaginer que la persuasion, la tolérance et la patience vont venir à bout de tout.

« Moi, je pense que ça presse qu'il y ait une enquête publique. Au moins, s'ils ne sont pas capables de négocier des protocoles ou des traités, appelons ça comme on voudra, qu'ils fassent au moins une enquête publique pour permettre de faire la lumière dans ça », de réclamer le député de Joliette.

M. Chevrette se demande si ces incidents à répétition sont le fruit des provocations policières, comme le prétendent les autochtones, ou si c'est simplement parce qu'ils veulent en profiter, la police ayant commencé à identifier des personnages précis, selon les fuites policières de la semaine dernière.

« Comment se fait-il, interroge M. Chevrette, qu'on entend parler d'actes de violence et que, contrairement à ce qu'on

se ailleurs, il n'y a jamais d'arrestation ? Ils font affaire avec les Peacemakers et cela donne quoi ? Est-ce qu'il y a des bonshommes derrière les barreaux ce matin ? On ne sait rien.

« Il y a encore 80 % des armes qui se trouvent sur la réserve. Il y a un seul moyen, c'est le désarmement complet, je suis sûr de ça. Tant qu'on va laisser des armes entre les mains des individus, qu'est-ce que tu veux faire ?

« Moi, je pense que ça prend une enquête publique et rapide si on ne veut pas que ce climat-là se perpétue et je pense que le gouvernement Bourassa a un gros mot à dire dans ça.

« Sinon, d'ajouter le député, on va revivre un été comme on en a connu un l'an dernier, j'en suis convaincu. »

Le député de Joliette a repris que le fédéral doit être « mort de rire » de voir que le Québec se comporte de même parce que cela crée un climat d'incertitude au Québec, un climat de tension.

Mais, a-t-il repris, le fédéral a ses responsabilités dans cette situation et il devrait collaborer avec le Québec pour agir.

MARDI 16 AVRIL 1991 / LE JOURNAL DE MONTRÉAL 11